

Type de réunion

Réunion de collège public

08 Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Le libellé du sujet proposé est composite car « être motivé » est un préalable à tout travail et « faire travailler efficacement les élèves » est une affaire de pédagogie.

Le débat se focalise en premier lieu sur le sens du collège, de ses apprentissages et des objectifs généraux poursuivis.

Le manque de lisibilité de ce qu'on attend du collège est nuisible à tous les acteurs du système (élèves, enseignants, parents) : s'agit-il de sélectionner ou de former ? de donner une culture générale ou de spécialiser ?

En l'absence d'une ligne clairement définie pour le collège, on a du mal à motiver les élèves car les objectifs sont flous :

- comment savoir si on progresse si on a un point de départ mais pas de point d'arrivée ?
- la motivation ne peut passer que par la réussite... or les critères de réussite au collège sont fluctuants et mal définis.

Le débat porte alors sur l'existence de « barrières » qui permettent réellement à l'élève de savoir où il en est, et de (se) donner par conséquent des objectifs à atteindre (objectifs réalisables).

Le point d'orgue du collège est le brevet. Mais les constats sur l'absence de valeur et d'enjeu scolaire pour ce diplôme sont pointés lors du débat :

- ce diplôme ne représente plus rien pour les élèves (la valeur d'un diplôme est-elle inversement proportionnelle au pourcentage de réussite ?)
- il n'est en rien déterminant pour l'orientation en classe de 2de ; quelle différence finalement entre ceux qui l'ont (et qui ont fourni un effort conséquent pour l'obtenir) et ceux qui ne l'ont pas ?
- il a perdu toute valeur de reconnaissance professionnelle : pour certains concours on parle du « niveau 3^{ème} » et non plus de l'obligation d'avoir obtenu le diplôme.

Une proposition forte est donc de donner au brevet le rôle d'une barrière forte qui détermine le passage en 2de (générale ou professionnelle).

Comment motiver les élèves si le passage en classe supérieure est automatique ?

Les enseignants constatent qu'ils en arrivent à refaire chaque année les mêmes points de méthode à différents niveaux car ils n'ont pas été acquis l'année précédente (puisque l'élève était quant même passé en classe supérieure...). Cette situation entraîne l'ennui des élèves qui, eux, ont acquis la méthode depuis bien longtemps et qui, du coup, sont démotivés parce qu'on leur apprend toujours la même chose dans le fond.

Pour les redoublements, le constat est unanime autour de l'absurdité du passage automatique en classe supérieure, quelque soit (ou pas loin...) le niveau de l'élève : cette pratique ne permet pas à l'élève d'établir un bilan réel des compétences et savoirs acquis, ne permet aucun point de comparaison au sein d'une classe entre ceux qui ont le niveau et pour ceux qui ne l'ont pas (et par conséquent les exigences scolaires s'évanouissent ou sont redéfinies à la baisse).

Dans le même état d'esprit, les participants au débat partagent l'évidence qu'un élève qui ne maîtrise pas les bases (français : lire écrire et mathématiques : compter) à l'entrée en 6^{ème} est en situation démotivante d'échec dès son entrée au collège.

Le débat conclut alors sur l'impérieuse nécessité qu'un élève qui entre en 6^{ème} maîtrise ces bases ; il faut alors se pencher sur la nécessaire possibilité de redoublements en CE2/CM1 si les bases sont défailtantes (impossibilité de les rattraper plus tard).

Le débat porte ensuite sur la raison d'être du « moule unique » du collège .

Le premier aspect abordé est l'orientation.

Les participants s'interrogent sur la raison d'être du collège unique qui emmène jusqu'en 4^{ème} au moins des élèves qui ont des projets mais qui ne peuvent pas les suivre faute d'un pallier d'orientation précoce : ils sont démotivés par une structure qui ne les porte pas dans leurs projets personnels, qui ne leur permet aucune autre voie que celle d'un enseignement général parfois trop abstrait pour eux.

La proposition est faite d'instaurer un pallier d'orientation en classe de 5^{ème} pour permettre aux élèves de suivre un enseignement professionnel qu'ils auront volontairement choisi (un enseignement professionnel à revaloriser d'ailleurs).

De la même façon les stages en entreprises doivent être généralisés pour les élèves en panne de projet.

La réflexion porte ensuite sur l'hétérogénéité du niveau des élèves (en lien d'ailleurs avec les passages automatiques en classe supérieure).

Le constat est partagé de la difficulté à mettre en place une pédagogie différenciée car nos classes de collège et SEGPA tellement les écarts de niveau sont importants : il faudrait créer jusqu'à 4 groupes dans une même classe, ce qui est de fait impensable à mettre en place.

Parmi les propositions émerge l'importance de l'aide aux devoirs est un dispositif à généraliser, avec l'implication des parents d'élèves en particulier.

Les participants ont conscience que la détermination et la gestion de groupes de niveaux est délicate.

Une proposition est de mettre en place des évaluations (nationales ? par établissement ?) à chaque fin d'année, ce qui a l'avantage d'uniformiser les diagnostics, de définir précisément les objectifs à atteindre et de permettre les comparaisons ; le diagnostic pourrait ainsi permettre de :

- déterminer des classes de niveau (que les enseignants gardent à l'année)
- déterminer de façon « plus rigoureuse » les cas de redoublement (dans le cas où l'on donne à celui-ci un sens réel, cf. *supra*)

Faut-il pour autant faire éclater le groupe classe ?

Le système scolaire nord-américain est abordé : on peut imaginer un système analogue avec un niveau de base à acquérir pour chaque matière et ensuite d'autres matières ou des compléments de programme qui viennent s'agréger en fonction des goûts et aptitudes (matières d'excellence personnelle à l'élève).

Ou encore est faite la proposition pour chaque matière d'un noyau dur de programme pour toute la classe (noyau impératif car il est le socle pour l'année scolaire suivante) et ensuite d'une division de la classe entre un groupe qui peut aller plus loin et un groupe qui est en besoin. Il s'agit là d'atomiser l'échec selon les matières pour éviter une démotivation globale.

Comment motiver les élèves à nos disciplines ?

Le constat est partagé unanimement autour de programmes trop lourds, et qui d'ailleurs reprennent au collège en grande partie ce qui est fait en primaire.

Une proposition émerge de renverser la logique des programmes et de se fonder davantage sur les compétences à acquérir, mobilisables sur le plus long terme, plutôt que sur des contenus dont finalement les progrès de nos sociétés sont tels qu'ils les rendront assez vite caduques (rôle de la formation permanente pour les réactualisations).

Dans cette voie, certains participants soulignent le fait que les élèves sont en attente de contenus sans réfléchir à la méthode et cette proposition permettrait de travailler véritablement sur les savoirs-faire. Cette proposition ne fait pas l'unanimité et des participants soulignent le manque de lisibilité, voire de cohérence interne, d'une telle logique qui aboutirait de fait à remettre dangereusement - en cause les contenus, les savoirs - par simplification excessive - et donc les disciplines.

Le rapprochement entre des contenus de programmes permet justement de trouver un point d'équilibre avec des convergences en matière de compétence; dans ce sens les participants rejettent la bivalence envisagée des enseignants, ce projet ne mettant pas en priorité les intérêts des élèves.

La motivation passe également par également par une dédramatisation des évaluations et un apprentissage de ce qu'elles signifient.

Cette mise en confiance ne peut passer que par une prise de conscience par l'élève que l'évaluation n'est qu'une mesure à un moment donné, qu'elle n'est pas une évaluation de l'élève lui-même mais de son travail.

La valeur à donner aux évaluations est donc à mettre en lumière dès la classe de 6^{ème}. Ce niveau doit aussi être celui où l'élève apprend à réussir et prend conscience qu'il peut et qu'il va réussir (apprendre à apprendre, mise en confiance...) pour cette année, mais aussi pour l'ensemble du collège.

La proposition est faite de mettre en lumière dans les évaluations les objectifs qui sont notés (connaissance, savoir faire, réflexion) et qui permettent à l'élève de cerner ses points faibles et d'agir en conséquence.

Dans tous les cas, les participants s'accordent sur l'importance primordiale de la maîtrise de l'écrit (discriminante dans nos sociétés) et donc l'impérieuse obligation pour l'école de ne pas fléchir sur cette exigence.

16 Quelles relations établir entre les membres de la communauté éducative – en particulier entre parents et professeurs et entre professeurs et élèves ?

Cette réflexion visait à amener les différents acteurs en question à clarifier leurs représentations réciproques et à exposer leurs attentes mutuelles en matière d'éducation et d'aide au travail.

Un premier consensus s'est établi : nul besoin d'être particulièrement qualifié ou très savant pour accorder de l'attention à un enfant, le rassurer, le valoriser. Ce qui est valable à la maison autour des devoirs scolaires l'est aussi à l'école. En effet, les collégiens expriment dans leur grande majorité leur désir de créer une relation à caractère affectif avec les enseignants, ce qui n'exclue en rien la dimension pédagogique mais la renforce. Ils ont besoin de se sentir appréciés, écoutés, compris. Ce lien enfants –parents -professeurs est matérialisé et renforcé lors de présentations de travaux : le challenge inter-sixième valorise le travail de tous, la créativité de chacun. Pourquoi ne pas poursuivre cette idée par des expositions au CDI, la présentation aux parents des travaux d'IDD, leur présence lors de la fête de l'établissement ou aux clubs du FSE ? Ces rencontres favoriseraient le dialogue, évitant les malentendus, les rancœurs, le sentiment d'exclusion des parents du champ éducatif.

Un deuxième point sur lequel s'accordent les participants est la nécessaire clarification des discours enseignants, souvent pompeux, techniques, jargonnants. Ils expriment leur besoin de comprendre quels sont les objectifs visés par l'Education Nationale, de comprendre le sens des programmes souvent trop lourds et répétitifs. Pourquoi reprendre l'étude d'un phénomène de langue en 6ème, puis en 5ème, encore en 4ème et de nouveau en 3ème ?

Très vite un constat émerge : le débat est en quelque sorte limité par le fait que les parents présents sont ceux qui sont déjà impliqués dans la vie du collège, présents auprès de leurs enfants. Les parents "en rupture scolaire", dont l'avis serait précieux, ne sont pas là. C'est un point crucial car la plus grande difficulté de l'école aujourd'hui est d'entrer en contact avec ces familles. Une mère d'élève, représentante au Conseil d'Administration, reconnaît également le fait qu'il y a, dans les instances de représentation des parents, un problème de représentativité.

Divers facteurs sont évoqués :

- Ces parents ont souvent eux-mêmes été en échec scolaire. Ils ont le sentiment de ne pas pouvoir aider leur enfant car ils ne maîtrisent pas les savoirs fondamentaux. Ils peuvent également avoir le sentiment d'être en infériorité, de ne pas savoir comment s'exprimer face à un enseignant qui, lui, maîtrise, les discours. Comment leur redonner confiance ?
- Il est aussi difficile d'entendre en permanence des critiques de son enfant, sans aucune proposition sur laquelle s'appuyer pour l'aider à adapter son comportement aux règles de la vie en collectivité ou à progresser dans les disciplines qu'il ne maîtrise pas.

Honte, culpabilité, indifférence aussi. Ces sentiments aboutissent à un rejet des rencontres, à l'absence. On note toutefois, que, lorsqu'ils sont convoqués individuellement, ces parents se déplacent.

D'où notre proposition : revaloriser le statut de professeur principal en sa qualité d'interlocuteur privilégié entre l'équipe enseignante et les parents d'élèves.

- Il faudrait prévoir des décharges de cours, intégrer des moments de disponibilité dans son emploi du temps car cette charge implique énormément de travail personnel (recherches, concertations, synthèses...)
- Pourquoi ne pas envisager deux professeurs principaux par classe pour une meilleure répartition du travail et des responsabilités ?
- Puisque certains parents ont du mal à se déplacer, pourquoi ne pas délocaliser, décentrer les difficultés ? On pourrait ainsi imaginer des rencontres professeur principal / parents dans un lieu plus "neutre", en dehors de l'établissement.

Cette proposition a pour intérêt majeur de permettre une identification plus rapide par les parents de la personne ressource au collège. Elle permet en outre d'instaurer une relation plus individualisée, moins anonyme, d'accorder plus d'attention aux problèmes spécifiques de telle ou telle famille, de créer des repères. Le suivi des enfants en sera facilité et rendu plus efficace. Dans le cadre de la liaison CM2 / 6ème, on pourrait même envisager des rencontres entre le professeur principal, les parents et l'ancien instituteur de l'enfant.

La présence des aides-éducateurs serait en outre une aide extrêmement précieuse pour le professeur principal dans la mesure où leur rôle auprès des enfants les amène à cerner leurs difficultés et leurs qualités, et à établir avec les enfants des relations de confiance. Il est souvent plus aisé pour un enfant de se confier à eux qu'à un enseignant qui juge, qui évalue. Il faut créer un véritable statut, une fonction dans les établissements pour les aides-éducateurs avec une véritable formation à la clef.

Nous avons également travaillé sur l'organisation actuelle des rencontres parents-professeurs, longues et fastidieuses lorsqu'il s'agit de voir une dizaine d'enseignants et d'attendre environ 20 minutes pour chacun d'entre eux. De plus, les parents n'ont pas forcément toutes les cartes en mains pour "sélectionner" les professeurs à rencontrer en priorité. Là encore, le rôle du professeur principal est crucial : il est celui qui centralise les données sur l'enfant et peut orienter les parents. On pourrait donc revoir l'organisation de ces rencontres avec un entretien au préalable avec le professeur principal afin de faire un bilan global. Puis, les parents pourraient ensuite rencontrer les enseignants désignés par le professeur principal en priorité.

L'objectif commun à tous ces dispositifs est de redonner du sens à l'école, aux apprentissages. Dans cette optique, une re-sacralisation des diplômes est indispensable. Il s'agit entre autres de rétablir la notion de contrat entre les établissements, les élèves et leurs parents. Le brevet des collèges doit représenter la certification d'une formation égale en droits pour tous.

L'éducation à l'orientation est un des moyens de redonner du sens aux savoirs, savoir-faire et savoir-être dispensés à l'école.

- Plutôt que de dissocier les responsabilités des divers intervenants, pourquoi ne pas organiser des réunions collectives : élèves / parents / professeurs principaux / conseillers d'orientation ?
- Il faudrait développer le livret d'orientation afin d'en faire un véritable outil de liaison entre les familles et les collèges.

On pourrait revaloriser l'image de marque de certains filières ou métiers par des expositions, des dossiers de recherche, un forum des métiers. Ainsi, dans les établissements, autour du monde du travail, une véritable émulation pourrait se faire qui mettrait en contact les acteurs de la communauté éducative, créerait du lien, favoriserait les échanges. Le CDI est un lieu qu'il faut mettre en valeur. Les ressources disponibles y sont d'une grande richesse. Pourquoi ne pas établir dans la semaine des créneaux pendant lesquels les parents seraient invités avec leurs enfants à venir consulter les documents disponibles concernant l'orientation?

Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)

1 le rôle du professeur principal doit être revalorisé : décharge de cours pour un suivi plus étroit des élèves (éventuellement deux professeurs principaux par classe), délocalisation des rencontres avec les parents si le collège n'est pas pour ces derniers un lieu assez « neutre ».

2 le collège doit proposer à chacun sa voie en fonction de ses aptitudes et de ses centres d'intérêt : orienter des élèves sur des enseignements professionnels dès la classe de 5^{ème} (restaurer un pallier d'orientation à ce niveau) ; proposer pour un certain nombre de matières un enseignement optionnel en groupe (approfondissement pour les plus avancés et les plus curieux, groupe de besoins pour d'autres) qui vient s'ajouter au « noyau indispensable » du programme (socle de l'enseignement de l'année scolaire suivante) qui concerne toute la classe.

3 le passage en classe supérieure et le brevet doivent reprendre leur sens et constituer de véritables « barrières », ce qui permet à l'élève et aux enseignants de fixer ensemble un but à atteindre, avec des objectifs de savoirs et de compétences clairs dans leur présentation et leur évaluation.